

**ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ CEDRE
POUR SON INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DÉCHETS
DANGEREUX DE PITHIVIERS**

**La Préfète du Loiret
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article Annexe I – 3.4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021, et notamment l'article 3D, définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 23 novembre 2009 à la société CEDRE sur le territoire de la commune de Pithiviers à l'adresse suivante 9031 rue du Moulin de la Canne concernant notamment la rubrique 2714, 2716, 2718, 2790 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article 5 ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires imposant à la société CEDRE la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité du site de Pithiviers du 5 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 octobre 2025 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, faisant suite à la visite du 24 septembre 2025 ;

Vu le courrier du 17 novembre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriers du 31 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 24 septembre 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'exploitant réceptionne des déchets sur son site alors que la validité de plusieurs fiches d'information préalables est échue ;
- La société CEDRE n'est pas autorisée à la rupture de traçabilité par arrêté préfectoral ;
- La quantité de pâtes organiques (21,832 tonnes) est supérieure à la quantité (20 tonnes) fixée à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2021 ;
- Des batteries et des DEEE sont stockés sur le site, mais leurs quantités ne sont pas enregistrées dans l'état des stocks. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la quantité de déchets dangereux (autres) présente sur son site ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article Annexe I – 3.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, de l'article 3 D de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 susvisé, de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 5 juillet 2021 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements en matière de gestion des déchets dangereux, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CEDRE de respecter les prescriptions des articles précités afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 – La société CEDRE exploitant une installation de traitement de déchets dangereux sise 9031 rue du Moulin de la Canne sur la commune de Pithiviers est mise en demeure de respecter, sous un mois, les dispositions :

- a) de l'annexe I – 3.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé **en s'assurant de la validité en cours des fiches d'information préalables pour chaque déchet réceptionné** ;
- b) de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2021 susvisé **en respectant les quantités fixées à l'article précité**.

Les délais courent à partir de la notification du présent arrêté.

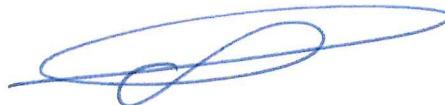
Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE 20 JAN. 2026

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

